

ASSEMBLÉE NATIONALE

28 mai 2025

RÉSULTATS DE LA GESTION ET PORTANT APPROBATION DES COMPTES DE L'ANNÉE
2024 - (N° 1285)

Adopté

AMENDEMENT

N ° CF26

présenté par

Mme Cathala, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Coq, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Élisabeth Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, M. Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

ARTICLE PREMIER

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, les députés du groupe LFI-NFP souhaitent dénoncer la politique budgétaire du gouvernement.

Cet article acte le résultat extrêmement mauvais des choix imposés par le 49-3 l'année dernière. Un débat rationnel devrait imposer un changement de direction, comme les députés du NFP l'avaient démontré dans les débats budgétaires.

Ces résultats mettent en évidence une baisse des recettes, causée par des choix fiscaux dogmatiques. Ils illustrent une fois de plus l'échec de la politique de l'offre : après des effets d'aubaine liés aux baisses d'impôts décidées par Emmanuel Macron, les recettes publiques sont durablement dégradées et leur réduction menace le financement des services publics.

Alors que les macronistes se félicitaient de leur politique économique en affirmant que la baisse des taux d'imposition permettrait d'augmenter les recettes, ils n'assument aujourd'hui aucun mea culpa. Sous Macron, l'État s'est sciemment privé de ressources pour ensuite justifier des coupes

budgétaires. C'est une politique de la défaillance organisée, à rebours de toute ambition écologique ou sociale.

Ces résultats sont également le fruit d'une austérité brutale et inefficace. Alors que notre économie est au ralenti à cause de ces choix, le gouvernement n'a rien fait pour inverser la tendance. Bien au contraire : 10 milliards d'euros de crédits ont été annulés dès février 2024, en dehors de tout débat parlementaire, réduisant encore les marges de manœuvre de services publics déjà asphyxiés. Cette austérité, cumulée à la sortie accélérée des mesures de soutien anti-inflation, a mécaniquement pesé sur la croissance et, in fine, sur les recettes. Le gouvernement continue de nier l'efficacité de la politique de la demande et persiste dans une orientation qui creuse les inégalités tout en affaiblissant l'économie réelle.

Le résultat de cette politique est sans appel : les 1 % les plus riches captent 96 % des dividendes distribués en France. Les entreprises du CAC 40 ont versé 72,8 milliards d'euros à leurs actionnaires, soit une hausse de 8,5 %. Cette captation accélérée de la richesse est un scandale, d'autant qu'elle se fait au détriment de l'investissement productif et de l'intérêt général. En pleine crise sociale et climatique, il est indécent de continuer à concentrer autant de richesse dans les mains d'une minorité.

Enfin, il faut le rappeler : la trajectoire de désendettement promise par le gouvernement est illusoire. Selon le rapport budgétaire à moyen terme, le déficit public resterait supérieur à 3 % jusqu'en 2029, tandis que la dette passerait de 116,2 % du PIB fin 2025 à 117,2 % fin 2029, malgré 40 à 50 milliards d'euros de coupes supplémentaires envisagées. L'austérité actuelle ne redresse pas les comptes, elle affaiblit durablement l'économie, la cohésion sociale et l'État lui-même.